



SNUipp Dordogne

Syndicat
National
Unitaire
Instituteurs
Professeurs des Ecoles
Pegc

Déclaration liminaire au CTSD du 14 février 2012

des représentants du SNUipp-FSU :

Jean-Luc MARCHIVE, Marie Gilberte ROBERT, Alain BARRY, Vanda BONNAMY, Vincent PERDUCAT, Franck FRESSINGEAS
à

Madame la Directrice d'Académie,

Après les 14 emplois retirés à notre département l'an dernier, la préparation de la rentrée 2012 s'annonce très difficile en raison des 42 postes d'enseignants supprimés par le recteur. Même si ce dernier cherche à minimiser les conséquences en terme de fermetures de classes en imposant pour la première fois à la Dordogne une répartition entre les postes classes et « hors la classe », la saignée est d'une ampleur inédite depuis plusieurs décennies. Elle est d'autant plus insupportable et redoutable qu'elle met en péril de nombreux postes de RASED destinés à aider les élèves en grande difficulté.

Pour justifier ses choix, le recteur a décidé que seules ses prévisions d'effectifs étaient désormais valables. Ainsi il a établi une baisse de 400 élèves dans les écoles pour septembre 2012 et estime, à ce titre, que 17 emplois doivent disparaître. Nous contestons cette approche qui nie le travail de nos collègues directeurs et directrices d'écoles, au demeurant validé par leurs IEN, et témoigne d'une certaine défiance à leur égard ou suspicion pour ne pas dire mépris. Depuis le groupe de travail du 2 février nous ne cessons de recevoir des appels de nombreuses écoles qui ne reconnaissent pas les chiffres indiqués dans le document de travail. Nous regrettons de ne pouvoir disposer cette année des chiffres des enquêtes telles que nos collègues vous les ont adressées. Le différentiel existant entre ces prévisions et celles du recteur montre que notre département serait dans une situation de stagnation du nombre d'élèves.

Concernant les 25 postes « hors la classe » à supprimer, ce sont les postes E et G des RASED qui sont particulièrement visés. Plus de la moitié des moyens existants vont disparaître, laissant ainsi des centaines d'élèves sans aide spécialisée dans de nombreux secteurs géographiques. Déjà affaiblis il y a trois ans les RASED vont l'être à nouveau très fortement même s'ils sont réorganisés pour un effet d'affichage. Les conséquences s'annoncent douloureuses aussi pour les personnels qui ressentent un grand mépris de la part de leur administration pour le travail qu'ils ont accompli. Ils estiment légitimement qu'ils sont niés et trahis dans leur identité, leurs choix et engagements professionnels. De ce point de vue, nous dénonçons vivement les propos du recteur théorisant sur l'aide personnalisée substituable au travail des maîtres E pour mieux justifier des centaines de suppressions de ces postes dans l'académie et 26 en Dordogne. Enfin plusieurs postes de coordonnateurs vont être supprimés ou amputés des moyens dont ils disposaient. Là encore, pour la plupart d'entre eux, ils étaient au service du soutien aux élèves en difficulté, laissant un peu plus les écoles se débrouiller avec les seuls postes classes quelquefois menacés dans ces secteurs comme nous le verrons tout à l'heure.

Nous tenons également à réfuter l'argument souvent utilisé contre notre département qui serait sur-doté par rapports à ses voisins. A la lumière des chiffres indiqués par le recteur lui-même chacune de nos classes compteraient en moyenne 0.70 élève en moins par rapport à l'académie. Pas de quoi en être offusqué. De plus, comparé au faible nombre d'écoles bénéficiant d'une décharge de direction en raison principalement des très nombreux RPI, cela compense largement ce petit écart à l'avantage de la Dordogne dans une période où l'aide administrative s'est réduite comme peau de chagrin.

Comme les années passées, nous contestons la politique de restriction des inscriptions en maternelle pour les moins de trois ans. La limitation aux seuls ZRR ou RRS a amené en quelques années une diminution des deux tiers de cette classe d'âge, niant de fait les besoins existants dans d'autres secteurs géographiques. A l'heure où même l'OCDE affirme que c'est une erreur que de limiter les inscriptions de ces enfants particulièrement en terme de prévention des difficultés et de coûts engendrés par l'échec scolaire, cette politique est maintenue pour supprimer des moyens.

Enfin nous ne pouvons aborder ce CTSD sans parler du remplacement car la situation est extrêmement dégradée et le manque de remplaçants pèse sur les équipes presque tout au long de l'année. Nous aurions souhaité qu'apparaissent les besoins en terme de journées non remplacées et ainsi évaluer le nombre de postes nécessaires. Nous les estimons autour d'une cinquantaine et cela sans même prétendre redonner une vraie place à la formation continue à laquelle nos collègues ont droit sur leur temps de service.

En conclusion, cette carte scolaire annonce des jours plus difficiles pour nos collègues, nos élèves et nos écoles. Depuis plusieurs semaines, nous avons engagé plusieurs initiatives qui s'expriment au travers d'assemblées générales, de rassemblements ou de manifestations. La grève d'aujourd'hui, suivie par plus d'un enseignant sur trois, et cela malgré les perturbations engendrées par le contexte météo de la semaine dernière, témoigne de notre volonté et celle de nos collègues de ne pas laisser faire et d'empêcher de nouvelles dégradations de l'Ecole Publique en Dordogne. Les décisions de fermetures ou de blocages fermetures (ces derniers n'étant pas sans conséquences négatives) que vous prendrez à l'issue des concertations obligatoires continueront d'être contestées jusqu'à la rentrée. Nous poursuivrons notre engagement pour promouvoir une école ambitieuse pour tous ses élèves et respectueuse de ses enseignants.

